

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 412

[2007/200190]

1^{er} DECEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment l'article 87, § 3;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 3, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment les articles 12 et 13, modifiés par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, notamment l'article 30;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, modifié par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 27 février 2003 sur la Radiodiffusion, notamment l'article 140, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 portant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 1997 relatif à l'accession par changement de grade au grade d'administrateur général ou d'administratrice générale du Ministère de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 15 mai 2002, 21 novembre 2002, 20 mars 2003, 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 1998 portant règlement pour la nomination à chacun des grades et fixant les diplômes exigés au recrutement à certains grades dans les services du Gouvernement de la Communauté française, notamment son annexe I^{re}, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 10 avril 2000, 23 novembre 2000, 12 février 2002 et 18 février 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2003 organisant la formation en vue de l'obtention du brevet de management public;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 1^{er} juillet 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 7 juillet 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 9 août 2005;

Vu le protocole n° 331 du Comité de Secteur XVII conclu le 9 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 12 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales, donné le 7 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 3 octobre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 21 novembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 19 septembre 2005;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 15 juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°39.733/2, donné le 21 juin 2006;
 Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;
 Vu la délibération du Gouvernement du 1^{er} décembre 2006,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Du régime de mandats

Section 1^{re}. — Champ d'application et dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est d'application dans les Services de la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Services de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel et les organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

2^o fonctionnaire dirigeant : le commissaire général pour le Commissariat général aux Relations internationales, le président pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel, l'Administrateur général pour l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le fonctionnaire dirigeant de l'Institut de formation en cours de carrière ainsi que l'Administrateur général pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

3^o supérieur hiérarchique : pour le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, le Gouvernement; pour le fonctionnaire dirigeant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le Président du Conseil d'administration; pour le fonctionnaire dirigeant de l'Institut de la Formation en cours de carrière, le Président du Conseil d'administration; pour le fonctionnaire dirigeant de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, le Président du Conseil d'administration; pour le secrétaire d'instruction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, le Président du Bureau et pour le fonctionnaire dirigeant du Commissariat général aux Relations internationales, le Ministre ayant les relations internationales dans ses attributions.

Art. 3. Les emplois de rangs 15, 16, 16+ et 17 déclarés vacants après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont attribués par mandat, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Parmi les emplois de rang 15 existant au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française, seuls les emplois de rang 15 visés à l'article 8, § 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des Services du Gouvernement de la Communauté française sont attribués par mandat.

Au sein du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, seul l'emploi de secrétaire d'instruction est visé par le présent arrêté.

Art. 4. L'emploi des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épïcène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Section 2. — Des conditions d'accès

Art. 5. Les candidats à un emploi de rang :

1^o 16, 16+ et 17 doivent :

- exercer une fonction de niveau 1 ou équivalent au sein d'un des services définis à l'alinéa 2 ou être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 et;

- pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle de gestion d'au moins 5 ans au sein de services publics organiques dans une fonction de niveau 1 ou équivalent dont un an à une fonction de directeur ou équivalente;

2^o 15 doivent :

- exercer une fonction de niveau 1 ou équivalent au sein d'un des services définis à l'alinéa 2 ou être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 et;

- pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle de gestion d'au moins 5 ans dont un an au sein de services publics organiques ou fonctionnels, dans une fonction de niveau 1 ou équivalent.

Par services visés à l'alinéa 1, on entend ceux de l'Etat fédéral, des Gouvernements de Communauté et de Région, des Collèges de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, ainsi que ceux des personnes morales de droit public qui en dépendent.

Par expérience professionnelle de gestion visée à l'alinéa 1, il faut entendre une expérience de gestion d'un service ou d'une équipe au sein du secteur public ou privé.

Art. 6. Les candidats au mandat doivent être de conduite irréprochable répondant aux exigences de la fonction et ne peuvent s'être vus infliger une sanction disciplinaire ou assimilée.

Art. 7. Les candidats au mandat s'engagent à cesser, à dater de leur entrée en fonction, toute activité, occupation ou mandat incompatible avec le mandat au sens de l'article 25.

Section 3. — De la Commission de sélection

Art. 8. § 1^{er}. Il est créé une Commission de sélection, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est composée de membres répartis selon les cinq catégories suivantes :

1^o l'Administrateur délégué du SELOR - Bureau de sélection et de recrutement de l'Administration fédérale, ci-après dénommé SELOR, ou son délégué, membre de droit, qui assure la présidence de la Commission;

2^o le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, pour les emplois de rang 15, 16 et 16+, membre de droit;

3^o deux agents de rang 16 au moins, relevant des Services de la Communauté française;

Lorsque l'emploi est à pourvoir au sein d'un organisme d'intérêt public ou du CSA, le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public ou du CSA siège.

4^o un agent externe à la Communauté française relevant d'un service visé à l'article 5, alinéa 2, de rang 16 au moins ou de rang équivalent, appartenant au rôle linguistique français;

5^o deux experts.

Par expert, il faut entendre toute personne qui, en vertu de ses titres et/ou de son expérience, bénéficie de compétences dans un des domaines suivants : fonction publique, gestion des compétences, sciences humaines.

Les membres visés au 3°, 4° et 5° sont désignés pour une période de quatre ans renouvelable.

Pour chaque membre effectif, à l'exception des membres de droit, un membre suppléant est désigné selon les mêmes modalités que le membre qu'il supplée.

§ 3. Le SELOR désigne les membres de la Commission et communique sa composition, en ce compris les suppléants, au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Celui-ci informe, sans délai, les autres membres du Gouvernement qui disposent d'un délai de 7 jours ouvrables pour lui transmettre leur(s) objection(s) éventuelle(s). En ce cas, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions les soumet au SELOR.

Le SELOR répond à ces objections par une décision motivée et décide soit de maintenir soit de remplacer le(s) membre(s) qui a (ont) fait l'objet de la (des) objection(s).

Art. 9. La qualité de membre de la Commission est incompatible avec celle de membre d'un Gouvernement, de membre d'une assemblée parlementaire, de membre d'un cabinet ministériel ou assimilé ou d'attaché parlementaire.

Un membre de la Commission ne peut siéger lorsqu'il perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné au sein de la Commission.

Art. 10. La Commission est valablement composée lorsque chacune des catégories de membres visée à l'article 8, § 2, est représentée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la Commission reste valablement composée lorsqu'une ou plusieurs catégorie(s) de membres ne peut/peuvent être représentée parce que tant le(s) membre(s) effectif(s) que suppléant(s) de cette catégorie sont candidats à la fonction à pourvoir par mandat.

Art. 11. Avant la publication du premier appel à candidatures qui suit la mise en place de la Commission, le SELOR établit le règlement d'ordre intérieur de la Commission qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur comprend au moins :

1° la désignation, au sein du SELOR, d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant n'ont ni voix consultative, ni voix délibérative;

2° le mode de délibération par vote secret de la Commission.

Celui-ci prévoit qu'en cas de parité des voix, le Président tranche.

Art. 12. Les membres de la Commission, à l'exception de l'Administrateur délégué du SELOR ou de son délégué et des membres relevant des Services de la Communauté française, bénéficient d'une indemnité de présence de 125 euros par séance de la Commission. Ce montant est indexé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01.

Section 4. — De la procédure de nomination à titre temporaire

Art. 13. § 1^{er}. Chaque emploi devant être attribué par mandat est déclaré vacant par une décision du Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement établit, pour chaque emploi devant être attribué par mandat, une lettre de mission sur proposition du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et du ou des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). Le Gouvernement assure une cohérence entre les lettres de mission relatives aux emplois de la même direction générale ou administration générale devant être attribués par mandat.

Les lettres de mission relatives aux emplois devant être attribués par mandat au sein du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public dotés d'un Conseil d'administration, ou à défaut, d'un Bureau, sont établies sur base d'un projet rédigé, selon le cas, par le Conseil d'Administration ou le Bureau.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants :

1° la définition précise des missions générales de gestion qui incombent au mandataire.

Cette définition fait l'objet d'une proposition préalable du Collège des fonctionnaires généraux pour les mandataires de rangs 15 et 16 des Services du Gouvernement de la Communauté française. Pour les établissements scientifiques, le Conseil scientifique, à l'exception des membres du personnel scientifique dirigeant, assiste avec voix délibérative à la réunion du collège des fonctionnaires généraux.

Cette définition fait l'objet d'une proposition préalable du Conseil de direction concerné pour les mandataires de rangs 15 et 16 du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public;

2° les objectifs de gestion stratégique à atteindre;

3° les objectifs opérationnels à atteindre;

4° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

5° l'autorité qui est conférée au mandataire par délégation, en vertu de la réglementation existante.

§ 3. La vacance d'emploi est portée à la connaissance des intéressés par la voie d'un appel à candidatures établi par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et le (ou les) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s). Cet appel est publié au *Moniteur belge* et dans au moins deux organes de presse francophone.

Cet appel à candidatures mentionne pour chaque emploi déclaré vacant :

1° le délai dans lequel les candidatures doivent être introduites auprès du SELOR;

2° les documents que doit contenir, à peine de nullité, l'acte de candidature.

Tout acte de candidature comporte, au moins, un certificat de bonne vie et mœurs, un exposé des titres et mérites que le candidat peut faire valoir pour postuler à l'emploi, un curriculum vitae complet et une liste des activités, occupations ou mandats que le candidat continuera à exercer après sa désignation.

Le candidat qui est soumis, dans son emploi actuel, à un régime disciplinaire joint à sa candidature une attestation relative à l'état de son dossier disciplinaire.

D'autre part, le candidat doit produire une déclaration sur l'honneur selon laquelle tous les renseignements fournis dans sa candidature sont exacts et reconnaît que sa candidature doit être considérée comme nulle et non avenue si des renseignements inexacts ont été fournis;

3° une synthèse de la lettre de mission visée au § 2 ainsi que les coordonnées du service auprès duquel l'intégralité de la lettre de mission ainsi que des informations complémentaires peuvent être obtenues;

4° l'ensemble des critères sur base desquels les candidats seront évalués.

Ces critères sont, notamment, l'expérience et l'aptitude à la direction, à l'organisation et à la gestion; les compétences spécifiques à la fonction et l'adéquation du profil par rapport à celles-ci; les titres et mérites de chaque candidat et leurs aptitudes relationnelles.

§ 4. A peine de nullité, les candidatures doivent être introduites par lettre recommandée dans le délai fixé par l'appel aux candidatures.

Art. 14. Au plus tard dans les trois mois qui suivent l'échéance du délai fixé pour l'introduction des candidatures, le SELOR examine :

1° si la candidature répond aux conditions de recevabilité telles que prévues dans l'appel à candidatures visé à l'article 13, § 3, 1° et 2°;

2° si le candidat remplit les conditions d'accès visées aux articles 5, 6 et 7, et ce après avis motivé de la Commission rendu sur base des documents qui lui ont été transmis par le SELOR.

Dans le cadre de l'avis donné par la Commission au regard de l'article 7, si celle-ci estime qu'une activité, occupation ou mandat que le candidat continuera à exercer après son entrée en fonction est incompatible avec le mandat au sens de l'article 25, elle donne la possibilité au candidat de s'engager, par écrit, dans un délai de 15 jours, à ne plus exercer ladite activité, ladite occupation ou ledit mandat;

3° la réalité des formations que le candidat fait valoir dans son acte de candidature et la pertinence de celles-ci avec le poste à pourvoir.

Le SELOR notifie sa décision quant à la recevabilité de la candidature à chaque candidat par lettre recommandée à la poste.

Les candidatures déclarées recevables sont transmises à la Commission.

Art. 15. La Commission procède à une première sélection des candidats sur base d'une épreuve écrite éliminatoire. Cette épreuve consiste en un questionnaire visant essentiellement à évaluer le candidat par rapport à la lettre de mission.

Elle rend un avis motivé sur chaque candidat.

Le SELOR notifie à chaque candidat, par lettre recommandée à la poste, le résultat qu'il a obtenu lors de cette première épreuve et s'il est admissible ou non à la seconde épreuve.

Art. 16. § 1^{er}. La Commission procède ensuite à une seconde épreuve de sélection orale : elle auditionne tous les candidats ayant réussi la première épreuve.

§ 2. Pour les emplois de rang 15 et de rang 16, à l'exception des emplois de fonctionnaire dirigeant visés à l'article 2, 2°, la Commission de sélection classe les candidats de manière à n'en retenir qu'un seul en premier.

Le SELOR notifie à chaque candidat, par lettre recommandée à la poste, l'avis motivé qui le concerne ainsi que le classement des candidats.

Le SELOR remet au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions le classement définitif et les avis motivés sur chaque candidat.

§ 3. Pour les emplois de rang 16+ et de rang 17, ainsi que pour les emplois de fonctionnaire dirigeant visés à l'article 2, 2°, la Commission de sélection retient un maximum de trois candidats.

Le SELOR notifie à chaque candidat, par lettre recommandée à la poste, l'avis motivé qui le concerne ainsi que la liste du ou des candidat(s) retenu(s).

Le SELOR remet au Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions la liste du ou des candidat(s) retenu(s) et les avis motivés sur chaque candidat.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les emplois de rang 15 et de rang 16, à l'exception des emplois de fonctionnaire dirigeant visés à l'article 2, 2°, le Gouvernement nomme à titre temporaire le candidat qui est classé premier.

§ 2. Pour les emplois de rang 16+ et de rang 17, ainsi que pour les emplois de fonctionnaire dirigeant visés à l'article 2, 2°, le Ministre de la Fonction publique et le(s) Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) mènent un entretien complémentaire avec le(s) candidat(s) retenu(s) par la Commission de sélection portant sur leurs compétences spécifiques, leurs aptitudes relationnelles et leurs capacités à diriger par rapport à la lettre de mission afférente à l'emploi à pourvoir.

Un rapport de chaque entretien est rédigé et notifié aux candidats pour observations éventuelles dans un délai de 15 jours à dater de la notification.

Le Gouvernement nomme à titre temporaire, par décision spécialement motivée, le candidat qu'il estime le plus apte à exercer la fonction.

Section 5. — Du plan opérationnel.

Art. 18. § 1^{er}. Dans les trois mois à dater de l'attribution du mandat, le mandataire établit un projet de plan opérationnel, qui comporte au moins la description des éléments suivants :

1° la mise en oeuvre, dans le cadre d'un plan opérationnel comprenant une projection sur 24 mois, des prestations concrètes visant à réaliser les missions de gestion et à atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels déterminés dans la lettre de mission, en tenant compte des moyens budgétaires et des ressources humaines attribués;

2° la répartition des moyens budgétaires et des ressources humaines nécessaires à la mise en oeuvre des prestations visées au 1^o.

§ 2. Ce projet de plan opérationnel est établi par le mandataire en concertation avec les mandataires de la même direction générale ou administration générale et est soumis pour avis à ses/son supérieur(s) hiérarchique(s). A défaut d'avis dans les deux mois, il est transmis d'office au Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Ce projet de plan fait ensuite l'objet d'une approbation du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, du Ministre du Budget et du ou des Ministre(s) fonctionnellement compétent(s), ou leur délégué.

Le projet de plan opérationnel du Secrétaire général est établi en concertation avec le Gouvernement.

Par l'intermédiaire du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le mandataire soumet au Gouvernement, pour approbation, le projet de plan opérationnel.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et le mandataire sur le projet de plan opérationnel, le ou les Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) propose(nt) au Gouvernement des modifications au projet de plan.

A l'issue de cette procédure, le Gouvernement arrête définitivement le plan opérationnel du mandataire.

Art. 19. Si le plan opérationnel s'écarte de la lettre de mission, le Gouvernement approuve, en même temps que le plan opérationnel du mandataire, une modification en conséquence de la lettre de mission. Cette modification est discutée selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 18, § 2.

Art. 20. Le mandataire peut, à tout moment et via la voie hiérarchique, proposer au Gouvernement des modifications de son plan opérationnel. Ces modifications sont établies selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 18, § 2.

Section 6. — De la durée du mandat

Art. 21. § 1^{er}. Le mandat est attribué pour un terme de cinq ans.

§ 2. Toutefois, le Gouvernement met fin anticipativement au mandat en cas :

1° de démission volontaire du mandataire, moyennant un préavis de 6 mois, ce délai pouvant être réduit en accord avec le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

2° de non-respect, par le mandataire, du régime d'incompatibilité, tel qu'organisé à l'article 25.

Dans le cadre de l'article 25, 2° et 3°, si le Gouvernement estime qu'une activité, occupation ou comportement est incompatible avec le mandat, il donne la possibilité au mandataire, avant de mettre fin à son mandat, de cesser, dans un délai d'un mois, ladite activité, ladite occupation ou ledit comportement;

3° d'évaluation défavorable en cours de mandat telle que prévue à l'article 41, § 3;

4° de sanction disciplinaire entraînant la cessation des fonctions;

5° de suspension dans l'intérêt du service de plus de six mois;

6° d'un congé de maladie de longue durée de plus de six mois;

7°. d'absence de plus de six mois résultant d'un accident de travail.

§ 3. En cas de fin anticipée du mandat, le poste est déclaré vacant et la procédure de sélection d'un nouveau mandataire est entamée dans les plus brefs délais.

Art. 22. Sans préjudice de l'article 21, § 3, en cas d'absence définitive ou temporaire de plus d'un mois du mandataire, il est pourvu temporairement à son remplacement dans les plus brefs délais.

Section 7. — De la situation administrative et pécuniaire

Art. 23. Le mandataire est nommé à titre temporaire par le Gouvernement et n'a aucun droit à une nomination définitive dans la fonction.

Le mandataire exerce son mandat à temps plein.

Art. 24. L'agent qui, au moment de sa nomination à titre temporaire à un mandat, est nommé à titre définitif au sein des Services de la Communauté française, est mis d'office, pour la durée du mandat, en congé pour mission d'intérêt général dans son emploi initial.

Le contrat de travail du membre du personnel de la Communauté française qui est nommé à titre temporaire en tant que mandataire est, avec son accord, suspendu pour la durée du mandat.

Art. 25. Est incompatible avec la fonction de mandataire :

1° l'exercice de toute fonction qui empêche le mandataire d'exercer son mandat à temps plein;

2° toute activité ou occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci;

3° toute activité, occupation ou comportement qui pourrait ébranler la confiance du public dans leur service ou mettre en cause leur devoir de neutralité;

4° l'obtention d'un congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'exception du congé parental, de l'interruption de carrière pour soins palliatifs et du congé pour assistance ou octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave;

5° l'obtention d'un congé pour exercer une fonction dans un cabinet d'un ministre ou assimilé, ou d'un secrétaire d'Etat ou assimilé, ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française;

6° le congé pour raisons personnelles;

7° l'obtention d'un congé politique et d'un congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu;

8° le congé pour mission au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, pour exercer une fonction autre que celle faisant l'objet du mandat conféré en application du présent arrêté;

9° l'obtention d'un congé syndical;

10° un départ anticipé à mi-temps;

11° l'obtention d'un congé pour accomplir un stage;

12° la semaine volontaire de quatre jours;

13° l'obtention d'un congé pour être mis à disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique;

14° une absence de plus de 20 jours cumulés par an, à l'exception des congés annuels de vacances et jours fériés, des congés exceptionnels visés à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, du congé de maladie ainsi que des absences résultant d'un accident de travail.

Art. 26. Le mandataire se voit attribuer l'échelle du rang correspondant à la fonction exercée.

Art. 27. Une prime annuelle payée mensuellement est octroyée aux mandataires et aux personnes visées à l'article 22. Celle-ci est de :

- 8.600,00 euros pour les mandats de rang 17;
- 8.400,00 euros pour les mandats de rangs 16+ et 16;
- 6.500,00 euros pour les mandats de rang 15.

Ces montants sont rattachés à l'indice pivot 138,01.

Art. 28. L'ancien mandataire qui est issu des Services de la Communauté française et qui a exercé pendant au moins deux ans un mandat, conserve, pendant une année, l'échelle de traitement attachée au rang de la fonction qu'il a exercé, sans toutefois bénéficier de la prime annuelle.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque le mandat prend fin par application de l'article 21, § 2, 1^o, 2^o et 4^o.

Art. 29. Sauf lorsque le mandat prend fin par application de l'article 21, § 2, 1^o, 2^o et 4^o, toute personne extérieure aux services publics reçoit une indemnité de cessation de fonctions lorsque son mandat n'est pas renouvelé ou lorsqu'il est mis anticipativement fin à son mandat.

Le montant de cette indemnité correspond, par période entamée de cinq ans de service, à trois mois de la rémunération en cours.

Section 8. — De la formation

Art. 30. Tout mandataire doit suivre au moins 20 heures par an de formation proposée par l'Ecole d'administration publique.

Section 9. — De l'évaluation

Art. 31. Sans préjudice de l'article 41, § 2, les mandataires sont évalués tous les deux ans à dater de leur nomination à titre temporaire par le Gouvernement.

Ils sont évalués par rapport au niveau de réalisation des objectifs, sur les prestations concrètes résultant des objectifs stratégiques et opérationnels qui répondent à la lettre de mission et qui ressortent du plan opérationnel ainsi que sur l'exécution des obligations qui découlent du présent arrêté.

Art. 32. § 1^{er}. Les mandataires sont évalués par une Commission d'évaluation qui est composée de membres répartis selon les quatre catégories suivantes :

1^o le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions ou son délégué qui préside la Commission d'évaluation;

2^o le ou les Ministre(s) fonctionnellement compétent(s) ou son/leur délégué;

3^o le Secrétaire général ou le fonctionnaire dirigeant s'il s'agit d'un mandataire du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou d'un organisme d'intérêt public.

Ceux-ci ne siègent pas s'il s'agit de leur propre évaluation.

4^o pour les mandataires de rang 15 et 16, l'Administrateur général de leur voie hiérarchique.

§ 2. La Commission d'évaluation établit son règlement d'ordre intérieur qui comprend au moins :

1^o la désignation, au sein des Services de la Communauté française, d'un secrétaire

Le secrétaire n'a ni voix consultative, ni voix délibérative;

2^o le mode de délibération de la Commission d'évaluation.

Art. 33. Le Président de la Commission d'évaluation convoque la Commission d'évaluation.

Celle-ci délibère valablement si l'ensemble de ses membres est présent.

A défaut, le Président de la Commission d'évaluation convoque une seconde fois ladite Commission d'évaluation dans les 10 jours ouvrables qui suivent. Celle-ci délibère valablement si, au moins, toutes les catégories sont représentées, sans préjudice de l'article 32, § 1, 3^o, alinéa 2.

Art. 34. Le mandataire est évalué par la Commission en se basant sur :

1^o le rapport et l'audit de mission du mandataire qui portent sur le niveau de réalisation du plan opérationnel et des obligations qui découlent du présent arrêté;

2^o le rapport et l'audit du supérieur hiérarchique immédiat du mandataire qui portent sur le niveau de réalisation du plan opérationnel et des obligations qui découlent du présent arrêté;

3^o le cas échéant, le rapport et/ou l'audit de toute personne jugée nécessaire par la Commission d'évaluation, à l'exception des membres du Gouvernement et des membres des cabinets ministériels.

Art. 35. Les rapports visés à l'article 34, 1^o et 2^o, sont transmis, au plus tard un mois avant l'échéance prévue à l'article 31, au Président de la Commission d'évaluation.

Dès qu'il reçoit le(s) rapport(s) visé(s) à l'article 34, le Président de la Commission d'évaluation le(s) fait parvenir au mandataire concerné et aux autres membres de la Commission d'évaluation. Le mandataire peut, le cas échéant, y faire ses remarques par écrit dans les dix jours de la réception dudit rapport.

Art. 36. L'évaluation fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « très favorable » : lorsque les objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel ont été réalisés, avec le résultat demandé, dans les délais prévus et lorsque le mandataire a exécuté les obligations qui découlent du présent arrêté. En outre, le mandataire a fait preuve d'innovation, d'initiative et a contribué au rayonnement de son service;

2° « favorable » : lorsque les objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel ont été réalisés, avec le résultat demandé, dans les délais prévus et lorsque le mandataire a exécuté les obligations qui découlent du présent arrêté;

3° « réservé » : lorsque les objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel ont été réalisés soit de manière partielle, soit hors délai ou lorsque le mandataire n'a exécuté que partiellement les obligations qui découlent du présent arrêté;

4° « défavorable » : lorsque la plupart des objectifs de management stratégique contenus dans la lettre de mission et les objectifs de management opérationnel n'ont pas été réalisés ou lorsque le mandataire n'a pas exécuté les obligations qui découlent du présent arrêté.

Art. 37. L'évaluation est notifiée à l'intéressé contre récépissé ou par lettre recommandée à la poste.

Art. 38. § 1^{er}. Dans les dix jours qui suivent la notification de l'évaluation, le mandataire peut introduire une réclamation écrite et motivée par lettre recommandée à la poste auprès de la Chambre de recours visée au § 2 et demander à être entendu.

A défaut de réclamation dans ce délai de dix jours, la mention d'évaluation formulée par la Commission d'évaluation est, à cette date, définitive.

§ 2. La Chambre de recours est composée de membres désignés par le Gouvernement, répartis comme suit :

1° d'un magistrat ou d'un professeur de droit exerçant ses fonctions dans l'enseignement supérieur de type long ou universitaire qui en assure la Présidence;

2° de deux agents externes à la Communauté française, de rang 16 au moins ou équivalent.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant désigné selon les mêmes modalités que le membre qu'il supplée.

Le Gouvernement désigne un secrétaire parmi les membres des Services de la Communauté française.

La Chambre de recours fixe son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

§ 3. Dans le mois de l'introduction de la réclamation, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement, après avoir entendu préalablement le mandataire.

Art. 39. Les membres de la Chambre de recours bénéficient d'une indemnité de présence de 125 euros par séance de la Chambre. Ce montant est indexé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01.

Art. 40. Le Gouvernement prend, dans le mois qui suit la réception de l'avis de la Chambre de recours, sa décision motivée, laquelle :

- soit est conforme à l'évaluation de la Commission d'évaluation;
- soit suit l'avis émis par la Chambre de recours.

Art. 41. § 1^{er}. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation "très favorable" ou "favorable" en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

§ 2. En cas d'attribution d'une évaluation « réservé » en cours de mandat, une nouvelle évaluation est réalisée au terme d'une année.

En cas d'attribution de deux évaluations « réservé » consécutivement, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

§ 3. En cas d'évaluation "défavorable" en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 42. § 1^{er}. Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « très favorable » est reconduit, moyennant son accord, dans cet emploi.

§ 2. Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « favorable » n'est pas reconduit d'office dans cet emploi.

Il peut cependant poser sa candidature pour une nomination à titre temporaire dans tout emploi à attribuer par mandat.

§ 3. Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « réservé » ne peut être reconduit par le Gouvernement dans cet emploi.

Il ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature pour une nomination à titre temporaire dans l'emploi qu'il vient d'exercer ou dans un mandat d'un rang supérieur.

§ 4. Le mandataire dont la dernière évaluation retient, au terme de son mandat, la mention « défavorable » ne peut être reconduit par le Gouvernement dans cet emploi.

Il ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature pour une nomination à titre temporaire dans l'emploi qu'il vient d'exercer ni à un emploi d'un rang égal ou supérieur à l'emploi qu'il vient d'exercer.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 43. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 1997 relatif à l'accèsion par changement de grade au grade d'administrateur général ou d'administratrice générale du Ministère de la Communauté française est abrogé.

Art. 44. Le § 2 de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante : « Les grades sont répartis en rangs dont le nombre, pour chacun des niveaux, est fixé comme suit :

1° au niveau 1 : sept rangs désignés par les numéros 10 à 12, 15, 16, 16+ et 17;

2° au niveau 2+ : trois rangs désignés par les numéros 25 à 27;

3° au niveau 2 : trois rangs désignés par les numéros 20 à 22;

4° au niveau 3 : trois rangs désignés par les numéros 30 à 32;

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé. Le rang 16+ est plus élevé que le rang 16 ».

Art. 45. L'alinéa 1^{er} de l'article 3 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « Les fonctionnaires généraux, à l'exception des membres du personnel de la Communauté française exerçant une fonction de directeur général adjoint expert, visés à l'article 8, § 4, sont nommés à titre temporaire par le Gouvernement conformément aux articles 13 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ».

Art. 46. L'article 6 du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des membres du personnel exerçant un emploi de rang 17, 16+, 16 ou 15 et des membres du personnel de la Communauté française exerçant une fonction de directeur général adjoint expert, visés à l'article 8, § 4 ».

Art. 47. § 1^{er}. A l'article 8 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les Administrateurs généraux assurent, sous l'autorité du Secrétaire général, la direction des Directions générales et Services généraux composant une Administration générale et en assurent la coordination. »

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les Directeurs généraux adjoints assurent la direction d'un Service général sous la direction du Secrétaire général, d'un Administrateur général ou d'un Directeur général ».

3° il est inséré un § 4, libellé comme suit :

« § 4 Les Directeurs généraux adjoints experts assistent dans ses missions un fonctionnaire général de rang supérieur, sans être directement responsables d'un Service général. »

Art. 48. A l'article 11 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « fonctionnaires généraux titulaires d'un grade classé aux rangs 17, 16 et 15 » sont remplacés par les termes « fonctionnaires généraux nommés à titre temporaire à un mandat aux rangs 17, 16+, 16 et 15 ».

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 49. A l'article 30 du même arrêté, les termes « par l'article 1^{er}, § 4 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux » sont remplacés par les termes « par l'article 1^{er}, § 4 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région, et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française, ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent ».

Art. 50. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul de l'ancienneté de grade et de niveau, sont seuls admissibles les services effectifs que l'agent a prestés, sans interruption volontaire et comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes, en qualité de stagiaire, d'agent ou de mandataire au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

Pour le calcul de l'ancienneté de service, sont admissibles les services effectifs que l'agent ou le mandataire au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII a prestés en faisant partie, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, d'un Ministère, comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Les services effectifs que l'agent a prestés en qualité de stagiaire, d'agent de l'Etat ou des services d'un Gouvernement de Communauté ou de Région et de mandataire sont assimilés aux services effectifs prestés en qualité d'agent des Services du Gouvernement. »

Art. 51. L'article 33 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé au grade pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées, ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à de tels grades, ou à laquelle il a été nommé à titre temporaire mandataire en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

§ 2. Pour l'ancienneté de niveau, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade de niveau considéré ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à un tel grade, ou à laquelle il a été nommé à titre temporaire mandataire en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ».

Art. 52. A l'article 39 du même arrêté, il est ajouté un troisième alinéa, libellé comme suit : « Le présent article n'est pas applicable aux fonctionnaires généraux ».

Art. 53. Aux articles 55 à 58 du même arrêté, les termes « cinq ans d'ancienneté » sont remplacés par les termes suivants : « quatre ans d'ancienneté ».

Art. 54. L'intitulé du Chapitre III du titre X du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : « De l'évaluation des fonctionnaires généraux n'exerçant pas un mandat en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ».

Art. 55. A l'annexe I^{re} du même arrêté, relative au classement hiérarchique des grades, dans la catégorie « A. Fonctionnaires généraux ou fonctionnaires générales », sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « 16 : Administrateur général ou Administratrice générale » sont remplacés par les mots suivants : « 16+ : Administrateur général ou Administratrice générale »;

2° après les mots « 15 : Directeur général adjoint ou Directrice générale adjointe » sont insérés les mots suivants : « 15 Directeur général adjoint-expert ou Directrice générale adjointe-experte ».

Art. 56. Les articles 9, 10, 17, 46 à 48, 49, § 2, et de 50 à 53 du même arrêté sont abrogés.

Art. 57. Dans l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré : « Le déroulement de la carrière pécuniaire du mandataire qui fait l'objet d'une évaluation défavorable est réglé par les articles 41 et 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII. »

Art. 58. Les articles 31 et 31bis du même arrêté sont abrogés.

Art. 59. A l'annexe I^{re} du même arrêté, les termes « Article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 2003 » sont remplacés par « Article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006. »

Art. 60. L'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales est remplacé par le texte suivant :

« Dans le même article, le paragraphe 2, 1° doit se lire comme suit : «

“au niveau 1 : cinq rangs désignés par les numéros 10 à 12, 15 et 16+ » ».

Art. 61. L'article 5 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« L'article 6 doit se lire comme suit :

« Article 6 - La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des membres du personnel exerçant un emploi de rang 16+ et 15 ».

Art. 62. A l'article 7 du même arrêté, le premier alinéa de l'article 11 auquel il est fait référence est remplacé par le texte suivant :

« Article 11. Il existe, au sein du Commissariat, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16+, 15 et 12 ».

Art. 63. Les articles 14 à 16 du même arrêté sont abrogés.

Art. 64. A l'article 29 du même arrêté, les termes « 16. Commissaire général ou Commissaire générale » sont remplacés par les termes : « 16+. Commissaire général ou Commissaire générale ».

Art. 65. A l'article 30 du même arrêté, les quatre premières mentions « 1 16 » relatives aux grades de commissaire général ou commissaire générale et d'administrateur général ou administratrice générale sont remplacées par les mentions « 1 16+ ».

Art. 66. L'article 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est remplacé par le texte suivant :

« Dans le même article, le paragraphe 2, 1° doit se lire comme suit :

« au niveau 1 : cinq rangs désignés par les numéros 10 à 12, 15 et 16+ » ».

Art. 67. L'article 5 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« L'article 3, alinéa 1^{er}, doit se lire comme suit :

« Les fonctionnaires généraux de rang 15 et 16+ sont nommés à titre temporaire par le Gouvernement conformément aux articles 13 et suivants de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII. »

Art. 68. L'article 6 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« L'article 6 doit se lire comme suit :

« La catégorie des fonctionnaires généraux est constituée des membres du personnel exerçant un mandat aux rangs 16+ et 15 ».

Art. 69. L'article 7 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Les articles 7 et 8 ne sont pas applicables ».

Art. 70. A l'article 8 du même arrêté, le premier alinéa de l'article 11 auquel il est fait référence est remplacé par le texte suivant :

« Article 11. Il existe, au sein de l'Office, un Conseil de direction composé des agents titulaires des grades classés aux rangs 16+, 15 et 12 ».

Art. 71. Les articles 16 à 18 du même arrêté sont abrogés.

Art. 72. A l'article 33 du même arrêté, les termes « 16. Administrateur général ou Administratrice générale » sont remplacés par les termes : « 16+. Administrateur général ou Administratrice générale ».

Art. 73. A l'article 6, § 2, de l'arrêté du 3 septembre 2003 organisant la formation en vue de l'obtention du brevet de management public, les mots :

« - la date à laquelle les candidats ... Comité de secteur XVII; » sont abrogés.

Art. 74. Les articles 7, § 1^{er} et 14 du même arrêté sont abrogés.

Art. 75. A l'article 18, alinéas 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française, le terme « désigné » est remplacé par les termes « nommé à titre temporaire ».

Art. 76. A l'article 19 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o Dans l'alinéa 1^{er}, les termes « par les articles 6 à 30 de l'arrêté du Gouvernement du 27 mars 2003 » sont remplacés par les termes « par les articles 5 à 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII »;

2^o Dans l'alinéa 3 du même article, les mots « article 7 du même arrêté » sont remplacés par les mots « article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ».

Art. 77. L'article 5, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est remplacé par le texte suivant :

« L'article 3 doit se lire comme suit :

Art. 3. Les fonctionnaires généraux sont nommés à titre temporaire par le Gouvernement conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII. »

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 78. Par dérogation à l'article 3 et à l'article 21, § 1^{er}, les membres des services visés à l'article 2, 1^o, du présent arrêté exerçant, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une fonction de rang 15, 16, 16+ ou 17 et n'ayant pas fait l'objet d'une mention « réservé » ou « défavorable » lors de leur dernière évaluation, sont, moyennant leur accord, nommés à titre temporaire dans la dernière fonction qu'ils ont exercée durant deux ans au moins et reçoivent une lettre de mission.

Les membres du personnel de la Communauté française qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont fait l'objet d'une mention « réservé » ou « défavorable » lors de leur dernière évaluation sont directement soumis aux dispositions de l'article 80 du présent arrêté.

Pour ce qui concerne les Services du Gouvernement de la Communauté française, par exercice d'une fonction de rang 15 au sens de l'alinéa 1^{er}, il convient exclusivement d'entendre l'exercice d'une fonction dans un des emplois de rang 15 visés à l'article 8, § 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 79. Les membres des services visés à l'article 78, alinéa 1^{er}, sont évalués endéans le délai de 18 mois qui suit la réception de leur lettre de mission.

Cette évaluation est opérée selon les modalités définies aux articles 31 et suivants du présent arrêté.

Pour l'application du régime d'évaluation visé à l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte de la référence au plan opérationnel.

La mention d'évaluation attribuée à l'issue de la procédure d'évaluation est réputée attribuée en application de l'article 42 du présent arrêté.

Art. 80. Lorsqu'ils n'exercent pas un mandat, les agents nommés à titre définitif aux rangs 15, 16, 16+ ou 17 au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté, à l'exception de ceux exerçant une fonction de directeur général adjoint expert, visée à l'article 8, § 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont placés par le Gouvernement sous l'autorité d'un fonctionnaire de rang égal ou supérieur à leur rang, et sont chargés d'une mission en rapport avec leur grade, expérience et qualifications.

Art. 81. Les mandataires qui sont, au moment de leur nomination, titulaires, depuis moins de 5 ans, du brevet de management public délivré lors de la réussite du programme de formation visé à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 2003 organisant la formation en vue de l'obtention du brevet de management public, sont dispensés de suivre les 20 heures de formation visées à l'article 30, pendant une période de 5 ans.

Art. 82. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 83. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 1^{er} décembre 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 412

[2007/200190]

1 DECEMBER 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 87, § 3;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende oprichting van het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen), inzonderheid op artikel 3, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), inzonderheid op de artikelen 12 en 13, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 30;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 betreffende de benoeming door verandering van graad in de graad van administrateur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2002, 21 november 2002, 20 maart 2003, 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 1998 houdende regeling voor de benoeming in elk van de graden en vaststelling van de diploma's die vereist zijn voor de werving in sommige graden binnen de Diensten van de Regering - Ministerie van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op zijn bijlage I, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 april 2000, 23 november 2000, 12 februari 2002 en 18 februari 2005;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 3 september 2003 houdende organisatie van de vorming met het oog op het verkrijgen van het brevet voor overheidsmanagement;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 juli 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 9 augustus 2005;

Gelet op het protocol nr. 331 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 9 september 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 12 september 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Commissariat général aux Relations internationales », gegeven op 7 september 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 3 oktober 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC), gegeven op 21 november 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor de vorming gedurende de loopbaan), gegeven op 19 september 2005;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française » (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap), gegeven op 15 juli 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 39.733/2, gegeven op 21 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 december 2006;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Mandatenregeling

Afdeling 1. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° Diensten van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

2° leidend ambtenaar : de commissaris-generaal, voor het « Commissariat général aux Relations internationales », de voorzitter, voor de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel », de Administrateur-generaal, voor het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française », de leidend ambtenaar van het « Institut de la Formation en cours de carrière », alsook de Administrateur-generaal voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

3° hiërarchische meerdere : voor de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de Regering; voor de leidend ambtenaar van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », de voorzitter van de raad van bestuur; voor de leidend ambtenaar van het « Institut de la Formation en cours de carrière », de voorzitter van de raad van bestuur; voor de leidend ambtenaar van het « Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française », de voorzitter van de raad van bestuur; voor de onderzoekssecretaris van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, de voorzitter van het bureau, en voor de leidend ambtenaar van het « Commissariat général aux Relations internationales », de Minister tot wiens bevoegdheid de internationale betrekkingen behoren.

Art. 3. De betrekkingen van de rangen 15, 16, 16+ en 17 die vacant worden verklaard na de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, worden bij mandaat toegekend, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Onder de betrekkingen van rang 15 die bestaan binnen de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden enkel de betrekkingen van rang 15 bedoeld in artikel 8, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap bij mandaat toegekend.

Binnen de « Conseil supérieur de l'Audiovisuel » is dit besluit alleen op de betrekking van onderzoekssecretaris toepasselijk.

Art. 4. Het gebruik van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toegang

Art. 5. De kandidaten voor een betrekking van de rangen :

1° 16, 16+ en 17 moeten :

- een ambt van niveau 1 of van een gelijkwaardig niveau uitoefenen binnen de diensten bepaald in het tweede lid, of houder zijn van een diploma dat toegang tot niveau 1 verschaft, en;

- het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring inzake beheer van ten minste 5 jaar binnen organieke overheidsdiensten in een ambt van niveau 1 of een gelijkwaardig niveau, waarvan één jaar in een ambt van directeur of een ambt dat met die graad gelijkwaardig is;

2° 15 moeten :

- een ambt van niveau 1 of van een gelijkwaardig niveau uitoefenen binnen de diensten bepaald in het tweede lid, of houder zijn van een diploma dat toegang tot niveau 1 verschaft, en;

- het bewijs kunnen leveren van een beroepservaring inzake beheer van ten minste 5 jaar binnen organieke of functionele overheidsdiensten, in een ambt van niveau 1 of een gelijkwaardig niveau.

Onder diensten bedoeld in het eerste lid worden verstaan, de diensten van de federale staat, van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen, van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook de diensten van de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren.

Onder beroepservaring inzake beheer bedoeld in het eerste lid, wordt verstaan, een ervaring in verband met het beheer van een dienst of een team binnen de openbare of de privé-sector.

Art. 6. De kandidaten voor een mandaat moeten van onberispelijk gedrag zijn, voldoende aan de eisen van het ambt, en mogen geen tuchtsanctie of ermee gelijkgestelde sanctie hebben ondergaan.

Art. 7. De kandidaten voor een mandaat verbinden zich ertoe vanaf de datum van hun indiensttreding de uitoefening van elke activiteit, elke bezigheid of elk mandaat stop te zetten die/dat onverenigbaar is met het mandaat in de zin van artikel 25.

Afdeling 3. — Selectiecommissie

Art. 8. § 1. Er wordt een Selectiecommissie, hierna « de Commissie » genoemd, opgericht.

§ 2. De Commissie is samengesteld uit leden die verdeeld zijn volgens de vijf volgende categorieën :

1° de afgevaardigd bestuurder van SELOR - Selectie- en wervingsbureau van de federale overheid, hierna SELOR genoemd, of diens afgevaardigde, lid van rechtswege, die het voorzitterschap van de Commissie waarneemt;

2° de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, voor de betrekkingen van de rangen 15, 16 en 16+, lid van rechtswege;

3° twee ambtenaren van ten minste rang 16, ressorterend onder de Diensten van de Franse Gemeenschap;

Wanneer de betrekking toe te kennen is binnen een instelling van openbaar nut of van de hoge raad voor de audiovisuele sector, zetelt de leidend ambtenaar van de instelling van openbaar nut of van de hoge raad voor de audiovisuele sector.

4° een ambtenaar die niet behoort tot de Franse Gemeenschap, die ressorteert onder een dienst bedoeld in artikel 5, tweede lid, van ten minste rang 16 of een gelijkwaardige graad, en die tot de Franse taalrol behoort;

5° twee deskundigen.

Onder deskundige wordt verstaan, iedere persoon die, op grond van zijn bekwaamheidsbewijzen en zijn ervaring, bevoegd is op één van de volgende gebieden : ambtenarenzaken, bevoegdheidsbeheer, menswetenschappen.

De leden bedoeld in 3°, 4° en 5° worden voor een vernieuwbare periode van vier jaar aangesteld.

Voor elk werkend personeelslid, met uitzondering van de van rechtswege aangestelde leden, wordt een plaatsvervangend lid aangesteld volgens dezelfde nadere regels als voor het lid dat het vervangt.

§ 3. SELOR stelt de leden van de Commissie aan en deelt de samenstelling ervan, met inbegrip van de plaatsvervangers, mee aan de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren. De minister brengt zonder verwijl de andere leden van de Regering op de hoogte daarvan, die over een termijn van 7 werkdagen beschikken om hun eventuele opmerking(en) mee te delen. Als er opmerkingen zijn, legt de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren die aan SELOR voor.

SELOR geeft een antwoord op die bezwaren bij een met redenen omklede beslissing en beslist de leden tegen wie het bezwaar(de bezwaren) gericht is(zijn), ofwel te behouden ofwel te vervangen.

Art. 9. De hoedanigheid van lid van de Commissie is onverenigbaar met die van lid van de Regering, parlementslid, lid van een ministerieel kabinet of ermee gelijkgesteld of parlamentsattaché.

Een lid van de Commissie mag geen zitting hebben als hij de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij binnen de Commissie is aangesteld.

Art. 10. De Commissie is geldig samengesteld als elk van de categorieën van lid bedoeld in artikel 8, § 2, wordt vertegenwoordigd.

Bij afwijking van het eerste lid blijft de samenstelling van de commissie geldig wanneer één of meer categorie(ën) van lid niet kan(kunnen) worden vertegenwoordigd, omdat zowel de werkende leden als de plaatsvervangende leden van die categorie zich kandidaat stellen voor het bij mandaat toe te kennen ambt.

Art. 11. Vóór de bekendmaking van de eerste oproep tot kandidaten die volgt op de installatie van de Commissie, stelt SELOR het huishoudelijk reglement van de Commissie vast, dat het de Regering ter goedkeuring voorlegt. Dat huishoudelijk reglement bepaalt ten minste :

1° de aanstelling, binnen SELOR, van een secretaris en een plaatsvervangend secretaris.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben geen raadgevende stem en zijn niet stemgerechtigd;

2° de wijze van beraadslaging met geheime stemming van de Commissie.

Hierin wordt bepaald dat de voorzitter beslist bij staking van stemmen.

Art. 12. De leden van de Commissie, met uitzondering van de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde en van de leden die ressorteren onder de Diensten van de Franse Gemeenschap, krijgen een presentiegeld ten bedrage van 125 euro voor elke vergadering van de Commissie. Dat bedrag wordt geïndexeerd, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Het is verbonden aan het spilindexcijfer 138,01.

Afdeling 4. — Benoeming in tijdelijk verband

Art. 13. § 1. Elke betrekking die bij mandaat moet worden toegewezen, wordt bij een beslissing van de Regering vacant verklaard.

§ 2. De Regering stelt, voor elke bij mandaat toe te kennen betrekking, een opdrachtenblad vast op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren en van de functioneel bevoegde Minister(s). De Regering zorgt voor coherentie tussen de opdrachtenbladen betreffende de bij mandaat toe te wijzen betrekkingen van dezelfde algemene directie of hetzelfde algemeen bestuur.

De opdrachtenbladen betreffende de betrekkingen die bij mandaat toe te wijzen zijn binnen de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die beschikken over een raad van bestuur of, bij ontstentenis daarvan, over een bureau, worden vastgesteld op grond van een project dat, naar gelang van het geval, door de raad van bestuur of het bureau wordt opgesteld.

Het opdrachtenblad omvat de beschrijving van ten minste de volgende gegevens :

1° de nauwkeurige beschrijving van de algemene beheersopdrachten die aan de mandaathouder worden toegewezen.

Die beschrijving wordt vooraf voorgesteld door het College van ambtenaren-generaal voor de titularissen van de rangen 15 en 16 van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Voor de wetenschappelijke instellingen, woont de Wetenschappelijke Raad, met uitzondering van de leden van het leidend wetenschappelijk personeel, de vergadering van het college van ambtenaren-generaal in de hoedanigheid van stemgerechtigd lid bij.

Die beschrijving wordt vooraf voorgesteld door de betrokken directieraad voor de mandaathouders van de rangen 15 en 16 van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut;

2° de te bereiken doelstellingen voor het strategisch beheer;

3° de te bereiken operationele doelstellingen;

4° de toegewezen begrotingsmiddelen en menselijke middelen;

5° het gezag dat bij delegatie aan de mandaathouder wordt toegekend krachtens de bestaande regeling.

§ 3. De vacantverklaring wordt ter kennis van de betrokkenen gebracht door middel van een oproep tot kandidaten gedaan door de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren en de functioneel bevoegde minister(s). Die oproep wordt in het *Belgisch Staatsblad* en in ten minste twee organen van de Franstalige pers bekendgemaakt.

Bij de oproep tot kandidaten worden, voor elke vacant verklaarde betrekking, de volgende gegevens vermeld :

1° de termijn waarbinnen de kandidaturen bij SELOR moeten worden ingediend;

2° de gegevens die, op straffe van nietigheid, in de kandidaatstellingsakte moeten voorkomen;

Elke kandidaatstellingsakte bevat, ten minste, een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, een uiteenzetting van de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten die de kandidaat kan laten gelden om naar de betrekking te solliciteren, een volledig curriculum vitae en een lijst van de activiteiten, bezigheden of mandaten die de kandidaat na zijn aanstelling zal blijven uitoefenen.

De kandidaat die, in zijn huidige betrekking, onder een tuchtregeling valt, voegt bij zijn kandidaatstellingsakte een attest betreffende de stand van zijn tuchtdossier.

Anderzijds, moet de kandidaat een verklaring op erewoord overleggen volgens welke alle inlichtingen die in zijn kandidaatstellingsakte worden vermeld correct zijn en waarin hij erkent dat zijn kandidatuur als nietig en van onwaarde moet worden beschouwd als onjuiste inlichtingen verstrekt zijn;

3° een synthese van het opdrachtenblad bedoeld in § 2 alsook de gegevens in verband met de dienst waarbij de gehele tekst van het opdrachtenblad alsook aanvullende inlichtingen kunnen worden verkregen;

4° het geheel van de criteria op grond waarvan de kandidaten zullen worden geëvalueerd.

Die criteria zijn, onder meer, de ervaring en de bekwaamheid tot leiden, organiseren en beheren; de specifieke bevoegdheden in verband met het ambt en de overeenstemming tussen het profiel en deze; de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten van iedere kandidaat en hun bekwaamheid op het vlak van menselijke betrekkingen.

§ 4. Op straffe van nietigheid, moeten de kandidaturen bij aangetekend schrijven worden ingediend binnen de bij de oproep tot kandidaten vastgestelde termijn.

Art. 14. Uiterlijk drie maanden na het einde van de termijn die vastgelegd is voor de indiening van de kandidaturen, onderzoekt SELOR :

1° of de kandidatuur beantwoordt aan de voorwaarden inzake ontvankelijkheid zoals bedoeld bij de oproep tot kandidaten vermeld in artikel 13, § 3, 1° en 2°;

2° of de kandidaat voldoet aan de voorwaarden inzake ontvankelijkheid bedoeld in de artikelen 5, 6 en 7, na het met redenen omkleed advies van de Commissie te hebben ingewonnen, dat werd uitgebracht op grond van de documenten die haar door SELOR werden overgezonden.

In het kader van het advies uitgebracht door de Commissie krachtens artikel 7, indien deze oordeelt dat een activiteit, bezigheid of mandaat die/dat de kandidaat zal blijven uitoefenen na zijn indiensttreding onvereenigbaar is met het mandaat in de zin van artikel 25, geeft ze de kandidaat de mogelijkheid om zich schriftelijk, binnen een termijn van 15 dagen, ertoe te verbinden die activiteit, die bezigheid of dat mandaat niet meer uit te oefenen;

3° of de opleidingen die de kandidaat vermeldt in zijn kandidaatstellingsakte werkelijk gevolgd zijn en of die wel in overeenstemming zijn met de toe te kennen post.

SELOR geeft bij een ter post aangetekend schrijven de kandidaat kennis van zijn beslissing betreffende de ontvankelijkheid van de kandidatuur.

De als ontvankelijk verklaarde kandidaturen worden aan de Commissie overgezonden.

Art. 15. De Commissie voert een eerste selectie van de kandidaten uit op grond van een schriftelijke schiffingsproef. Die proef bestaat in een vragenlijst die voornamelijk tot doel heeft de kandidaat te evalueren ten opzichte van het opdrachtenblad.

Ze brengt een met redenen omkleed advies uit over iedere kandidaat.

SELOR geeft iedere kandidaat, bij een ter post aangetekend schrijven, kennis van de uitslag die hij bij die eerste proef heeft bekomen, en laat hem weten of hij al dan niet tot de tweede proef kan worden toegelaten.

Art. 16. § 1. De Commissie voert dan een tweede mondelinge selectieproef uit : ze hoort alle kandidaten die voor de eerste proef geslaagd zijn.

§ 2. Voor de betrekkingen van rang 15 en rang 16, met uitzondering van de betrekkingen van leidend ambtenaar bedoeld in artikel 2, 2°, rangschikt de Selectiecommissie de kandidaten op zodanige wijze dat er één enkele als eerste in aanmerking wordt genomen.

SELOR geeft iedere kandidaat, bij een ter post aangetekend schrijven, kennis van het met redenen omkleed advies dat op hem betrekking heeft alsook van de rangschikking van de kandidaten.

SELOR deelt de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren de definitieve rangschikking en de met redenen omklede adviezen over iedere kandidaat mee.

§ 3. Voor de betrekkingen van rang 16+ en rang 17, alsook voor de betrekkingen van leidend ambtenaar bedoeld in artikel 2, 2°, neemt de Selectiecommissie hoogstens drie kandidaten in aanmerking.

SELOR geeft iedere kandidaat, bij een ter post aangetekend schrijven, kennis van het met redenen omkleed advies dat op hem betrekking heeft alsook van de lijst van de in aanmerking genomen kandidaten.

SELOR deelt de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren de lijst van de in aanmerking genomen kandidaten en de met redenen omklede adviezen over iedere kandidaat mee.

Art. 17. § 1. Voor de betrekkingen van rang 15 en rang 16, met uitzondering van de betrekkingen van leidend ambtenaar bedoeld in artikel 2, 2°, benoemt de Regering in tijdelijk verband de kandidaat die als eerste gerangschikt is.

§ 2. Voor de betrekkingen van rang 16+ en rang 17, alsook voor de betrekkingen van leidend ambtenaar bedoeld in artikel 2, 2°, voeren de minister van ambtenarenzaken en de functioneel bevoegd ministers een aanvullend gesprek met de kandidaten die in aanmerking worden genomen door de Selectiecommissie over hun specifieke bevoegdheden, hun bekwaamheid op het vlak van menselijke betrekkingen en hun bekwaamheid tot leiden ten opzichte van het opdrachtenblad in verband met de toe te kennen betrekking.

Er wordt een verslag van elk gesprek opgesteld en aan de kandidaten overgezonden binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van de verzending, opdat ze eventuele opmerkingen zouden kunnen meedelen.

De Regering benoemt in tijdelijk verband, bij een bijzonder met redenen omklede beslissing, de kandidaat die zij het meest geschikt acht om het ambt uit te oefenen.

Afdeling 5. — Operationeel plan

Art. 18. § 1. Binnen de drie maanden die volgen op de toekenning van het mandaat, stelt de mandaathouder een ontwerp van operationeel plan op, dat ten minste de beschrijving omvat van de volgende punten :

1° de verrichting, in het kader van een operationeel plan dat over een periode van 24 maanden zal worden uitgevoerd, van concrete prestaties voor de uitoefening van de beheersopdrachten en het bereiken van de strategische en operationele doelstellingen bepaald in het opdrachtenblad, waarbij rekening wordt gehouden met de toegewezen begrotingsmiddelen en de human resources;

2° de verdeling van de begrotingsmiddelen en de human resources die noodzakelijk zijn voor de verrichting van de prestaties bedoeld in 1°.

§ 2. Dit ontwerp van operationeel plan wordt opgesteld door de mandaathouder in overleg met de mandaathouders van dezelfde algemene directie of hetzelfde algemeen bestuur en wordt ter advies aan zijn hiërarchische meerdere(n) voorgelegd. Bij gebrek aan advies binnen de twee maanden wordt dit ontwerp ambtshalve aan de Minister van Ambtenarenzaken voorgelegd.

Dit ontwerp van plan wordt vervolgens ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Ambtenarenzaken, de Minister van Begroting en de functioneel bevoegde minister(s) of hun afgevaardigde.

Het ontwerp van operationeel plan van de Secretaris-generaal wordt opgesteld in overleg met de Regering.

De mandaathouder legt het ontwerp van operationeel plan ter goedkeuring voor aan de Regering door bemiddeling van de Minister van Ambtenarenzaken.

Bij onenigheid tussen de Regering en de mandaathouder over het ontwerp van operationeel plan stelt de functioneel bevoegde minister(s) de Regering wijzigingen van het ontwerp van plan voor.

Op het einde van die procedure stelt de Regering het operationeel plan van de mandaathouder definitief vast.

Art. 19. Indien het operationeel plan van het opdrachtenblad afwijkt, keurt de Regering zowel het operationeel plan van de mandaathouder als een wijziging van het opdrachtenblad goed. Deze wijziging wordt besproken volgens dezelfde nadere regels als deze bepaald in artikel 18, § 2.

Art. 20. De mandaathouder kan, op elk ogenblik en via de hiërarchische weg, de Regering wijzigingen van zijn operationeel plan voorstellen. Deze wijzigingen worden opgesteld volgens dezelfde nadere regels als deze bedoeld in artikel 18, § 2.

Afdeling 6. — Duur van het mandaat

Art. 21. § 1. Het mandaat wordt voor een termijn van vijf jaar toegekend.

§ 2. Bovendien kan de Regering het mandaat vroegtijdig beëindigen in de volgende gevallen :

1° vrijwillig ontslag van de mandaathouder mits een opzegtermijn van 6 maanden, deze termijn kan verminderd worden met instemming van de Minister van Ambtenarenzaken;

2° niet-naleving door de mandaathouder van de onverenigbaarheidsregeling, zoals bepaald in artikel 25. In het kader van artikel 25, 2° en 3°, als de Regering van mening is dat een activiteit, een bezigheid of een gedrag onverenigbaar is met het mandaat, geeft hij de mandaathouder de mogelijkheid om binnen een termijn van één maand een einde te stellen aan de bovenvermelde activiteit, bezigheid of het bovenvermeld gedrag alvorens het mandaat te beëindigen;

3° ongunstige evaluatie tijdens het mandaat zoals voorzien in artikel 41, § 3;

4° tuchtmaatregel met als gevolg de ambtsneerlegging;

5° schorsing in het belang van de dienst gedurende meer dan zes maanden;

6° langdurig ziekteverlof van meer dan zes maanden;

7° afwezigheid van meer dan zes maanden ten gevolge van een arbeidsongeval.

§ 3. Bij een vroegtijdige beëindiging van het mandaat wordt de betrekking vacant verklaard en wordt met de selectieprocedure van een nieuwe mandaathouder zo vlug mogelijk begonnen.

Art. 22. Onverminderd artikel 21, § 3, bij definitieve of tijdelijke afwezigheid van meer dan één maand van de mandaathouder, wordt tijdelijk zo snel mogelijk in zijn vervanging voorzien.

Afdeling 7. — Administratieve en geldelijke toestand

Art. 23. De mandaathouder wordt tijdelijk door de Regering aangesteld en heeft geen recht op een definitieve benoeming in het ambt.

De mandaathouder oefent zijn mandaat voltijds uit.

Art. 24. Het personeelslid dat, op het ogenblik van zijn tijdelijke aanstelling tot een mandaat, in vast verband benoemd is in de Diensten van de Franse Gemeenschap, wordt, voor de duur van zijn mandaat, van ambtswege met verlof gesteld wegens opdracht van algemeen nut in zijn oorspronkelijke betrekking.

De arbeidsovereenkomst van het personeelslid van de Franse Gemeenschap dat tijdelijk aangesteld wordt als mandaathouder wordt, mits zijn goedkeuring, geschorst voor de duur van het mandaat.

Art. 25. Wordt onverenigbaar met het ambt van mandaathouder :

1° de uitoefening van elk ambt dat de mandaathouder verhindert zijn mandaat voltijds uit te oefenen/te volbrengen;

2° elke activiteit of elke bezigheid die de vervulling van de plichten van het ambt in het gedrang zou brengen of die zou ingaan tegen de waardigheid van het ambt;

3° elke activiteit, elke bezigheid of elk gedrag dat/die het vertrouwen van de publieke opinie in hun dienst zou kunnen schokken of hun plicht tot neutraliteit in gevaar zou kunnen brengen;

4° een verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van het ouderschapsverlof, van de onderbreking van de loopbaan om palliatieve verzorging en van het verlof om het verlenen van bijstand of verzorging van een gezinslid of een familielid tot de tweede graad, dat lijdt aan een ernstige ziekte;

5° een verlof om een ambt uit te oefenen in een kabinet van een minister of ermee gelijkgesteld, of van een staatssecretaris, of in het kabinet van de voorzitter of een lid van de Regering van een Gemeenschap, een Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

6° een verlof wegens persoonlijke aangelegenheden;

7° een politiek verlof en een verlof om een activiteit bij een erkende politieke groep uit te oefenen;

8° een verlof wegens opdracht in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, om een ander ambt uit te oefenen dan dat waarvoor een mandaat wordt toegekend met toepassing van dit besluit;

9° een vakbondsverlof;

10° een vervroegde halftijdse inruststelling;

11° een verlof om een stage te verrichten;

12° de vrijwillige vierdaagse week;

13° een verlof om ter beschikking van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België te worden gesteld;

14° een afwezigheid van meer dan 20 gecumuleerde dagen per jaar, met uitzondering van het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen, het uitzonderlijk verlof bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, van het ziekteverlof alsook van de afwezigheden wegens een arbeidsongeval;

Art. 26. De mandaathouder krijgt de schaal toegekend van de rang die overeenstemt met het ambt dat bij dit mandaat wordt uitgeoefend.

Art. 27. Er wordt een jaarlijkse premie toegekend aan de mandaathouders en de personen bedoeld in artikel 22. Die premie bedraagt :

- 8.600,00 euro voor de mandaten van rang 17;

- 8.400,00 euro voor de mandaten van de rangen 16+ en 16;

- 6.500,00 euro voor de mandaten van rang 15.

Die bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Art. 28. De vorige mandaathouder die afkomstig is uit de Diensten van de Franse Gemeenschap en die tijdens minstens twee jaar een mandaat heeft uitgeoefend, behoudt tijdens één jaar de weddenschaal gebonden aan de rang van het ambt dat hij uitgeoefend heeft, zonder nochtans in aanmerking te komen voor een jaarlijkse premie.

Deze bepaling is niet van toepassing wanneer het mandaat ten einde loopt met toepassing van artikel 21, § 2, 1^o, 2^o en 4^o.

Art. 29. Behalve wanneer het mandaat ten einde loopt met toepassing van artikel 21, § 2, 1^o, 2^o en 4^o, krijgt iedere persoon die niet behoort tot de overheidsdiensten een vergoeding voor ambtsneerlegging wanneer het mandaat niet wordt hernieuwd of wanneer aan het mandaat vroegtijdig een einde wordt gesteld.

Het bedrag van die vergoeding stemt, per aangevatte periode van vijf dienstjaren, overeen met drie maanden van de thans uitgekeerde bezoldiging.

Afdeling 8. — Opleiding

Art. 30. Elke mandaathouder moet een opleiding van ten minste 20 uur per jaar volgen die door de School voor overheidsbestuur wordt voorgesteld.

Afdeling 9. — Evaluatie

Art. 31. Onverminderd artikel 41, § 2, worden de mandaathouders om de twee jaar geëvalueerd vanaf hun tijdelijke aanstelling door de Regering.

Ze worden geëvalueerd ten aanzien van het niveau van de bereikte doelstellingen, over de concrete prestaties die voortvloeien uit strategische en operationele doelstellingen die beantwoorden aan het opdrachtenblad en die ressorteren onder het operationeel plan alsook over de uitvoering van de plichten die voortvloeien uit dit besluit.

Art. 32. § 1. De mandaathouders worden geëvalueerd door de Evaluatiecommissie die samengesteld is uit de leden verdeeld over de vier volgende categorieën :

1^o de Minister van Ambtenarenzaken of zijn afgevaardigde die de Evaluatiecommissie voorzigt;

2^o de functioneel bevoegde Minister(s) of zijn/hun afgevaardigde;

3^o de Secretaris-generaal of de leidend ambtenaar als het gaat om een mandaathouder van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector of een instelling van openbaar nut. Deze zetelen niet als het om hun eigen evaluatie gaat.

4^o voor de mandaathouders van rang 15 en rang 16, de Administrateur-generaal van hun hiërarchische weg.

§ 2. De Evaluatiecommissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat ten minste het volgende omvat :

1^o de aanstelling binnen de Diensten van de Franse Gemeenschap van een secretaris. De secretaris heeft geen raadgevende stem en is niet stemgerechtigd;

2^o de wijze waarop de Evaluatiecommissie beraadslaagt en beslist.

Art. 33. De Voorzitter van de Evaluatiecommissie roept de Evaluatiecommissie bijeen.

De bovenvermelde commissie beraadslaagt en beslist geldig als het geheel van de leden aanwezig is.

Bij gebreke daarvan roept de Voorzitter van de Evaluatiecommissie een tweede keer binnen de 10 werkdagen die erop volgen de Evaluatiecommissie bijeen. Deze beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste alle categorieën vertegenwoordigd worden onverminderd artikel 32, § 1, 3^o, tweede lid.

Art. 34. De mandaathouder wordt geëvalueerd door de Commissie op basis van :

1^o het verslag en het verhoor over de opdracht van de mandaathouder die betrekking hebben op het niveau van de uitvoering van het operationeel plan en van de plichten die voortvloeien uit dit besluit;

2^o het verslag en het verhoor van de rechtstreekse hiërarchische meerdere van de mandaathouder die betrekking hebben op het niveau van de uitvoering van het operationeel plan en van de plichten die voortvloeien uit dit besluit;

3^o in voorkomend geval, het verslag en/of het verhoor van iedere persoon die door de Evaluatiecommissie nuttig geacht wordt, met uitzondering van de leden van de Regering en van de leden van de ministeriële kabinetten.

Art. 35. De verslagen bedoeld in artikel 34, 1^o en 2^o, worden hoogstens één maand vóór de vervaldatum bedoeld in artikel 31 aan de Voorzitter van de Evaluatiecommissie bezorgd.

Zodra hij het/de verslag(en) bedoeld in artikel 24 krijgt, bezorgt de Voorzitter van de Evaluatiecommissie de betrokken mandaathouder en de andere leden van de Evaluatiecommissie het/de verslag(en). De mandaathouder kan, in voorkomend geval, zijn opmerkingen schriftelijk binnen de tien dagen na de ontvangst van het voornoemde verslag meedelen.

Art. 36. De evaluatie geeft aanleiding tot één van de volgende vermeldingen :

1^o « zeer gunstig » : wanneer de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management bereikt werden, met de gevraagde resultaten, en binnen de gestelde termijnen en wanneer de mandaathouder de plichten vervuld heeft die uit dit besluit voortvloeien. Bovendien heeft de mandaathouder blijk gegeven van innovatie, initiatief en heeft bijgedragen tot het prestige van zijn dienst;

2^o « gunstig » : wanneer de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management, met de gevraagde resultaten, binnen de gestelde termijn bereikt werden en wanneer de mandaathouder de plichten vervuld heeft die uit dit besluit voortvloeien;

3^o « met voorbehoud » : wanneer de doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management, ofwel gedeeltelijk, ofwel buiten de gestelde termijn bereikt werden of wanneer de mandaathouder slechts gedeeltelijk de plichten heeft vervuld die uit dit besluit voortvloeien;

4^o « ongunstig » : wanneer de meeste doelstellingen inzake strategisch management vervat in het opdrachtenblad en de doelstellingen inzake operationeel management niet werden bereikt of wanneer de mandaathouder de plichten niet heeft vervuld die uit dit besluit voortvloeien.

Art. 37. De evaluatie wordt aan de betrokkene meegedeeld tegen ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven.

Art. 38. § 1. Binnen de tien dagen die volgen op de mededeling van de evaluatie kan de mandaathouder een schriftelijke en met redenen omklede klacht per aangetekende brief bij de Raad van beroep bedoeld in § 2 indienen en vragen om verhoord te worden.

Bij gebrek aan een klacht binnen deze termijn van tien dagen wordt de vermelding van de evaluatie geformuleerd door de Evaluatiecommissie op deze datum definitief.

§ 2. De Raad van beroep is samengesteld uit leden aangesteld door de Regering, verdeeld als volgt :

1° een magistraat of een hoogleraar in de rechten die zijn ambt in het hoger onderwijs van het lange type of in het universitair onderwijs uitoefent en die het Voorzitterschap ervan waarneemt;

2° twee ambtenaren die niet tot de Franse Gemeenschap behoren van ten minste rang 16 of van een gelijkwaardige graad.

Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels als voor het lid dat hem vervangt.

De Regering stelt een secretaris aan onder de leden van de Diensten van de Franse Gemeenschap.

De Raad van Beroep stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Dit wordt door de Regering goedgekeurd.

§ 3. Binnen de maand van de indiening van de klacht brengt de Raad van beroep zijn advies uit aan de Regering na de mandaathouder voorafgaandelijk te hebben verhoord.

Art. 39. De leden van de Raad van beroep krijgen een presentiegeld van 125 euro per zitting van de Raad. Dit bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Het wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Art. 40. De Regering neemt binnen de maand volgend op de ontvangst van het advies van de Raad van Beroep haar met redenen omklede beslissing die :

- ofwel overeenstemt met de evaluatie van de Evaluatiecommissie;
- ofwel het advies volgt dat uitgebracht werd door de Raad van Beroep.

Art. 41. § 1. De mandaathouder aan wie een evaluatie « zeer gunstig » of « gunstig » gedurende zijn mandaat wordt toegekend, zet de uitoefening van zijn mandaat voort.

§ 2. Als een evaluatie « met voorbehoud » gedurende het mandaat wordt toegekend, wordt een nieuwe evaluatie na één jaar uitgevoerd.

Als twee evaluaties « met voorbehoud » na elkaar worden toegekend, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gesteld.

§ 3. Als een evaluatie « ongunstig » tijdens het mandaat wordt toegekend, wordt aan het mandaat vroegtijdig een einde gesteld.

Art. 42. § 1. Het mandaat van de mandaathouder wiens laatste evaluatie, op het einde van het mandaat, de vermelding « zeer gunstig » inhoudt, wordt mits zijn toestemming hernieuwd.

§ 2. Het mandaat van de mandaathouder wiens laatste evaluatie, op het einde van dat mandaat, de vermelding « gunstig » inhoudt, wordt niet van ambtswege hernieuwd.

Nochtans kan hij zich kandidaat stellen voor een tijdelijke aanstelling in elke betrekking die per mandaat moet worden toegekend.

§ 3. Het mandaat van de mandaathouder wiens laatste evaluatie, op het einde van dat mandaat, de vermelding « met voorbehoud » inhoudt, kan door de Regering niet worden hernieuwd.

Tijdens vijf jaar kan hij zich niet meer kandidaat stellen voor een tijdelijke aanstelling in het mandaat dat hij zopas heeft uitgeoefend of in een mandaat van een hogere rang.

§ 4. Het mandaat van de mandaathouder wiens laatste evaluatie, op het einde van dat mandaat, de vermelding « ongunstig » inhoudt, kan door de Regering niet worden hernieuwd.

Tijdens vijf jaar kan hij zich niet meer kandidaat stellen voor een tijdelijke aanstelling in een mandaat dat hij zopas heeft uitgeoefend of in een mandaat van een rang die gelijk is aan of hoger is dan het mandaat dat hij zopas heeft uitgeoefend.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 43. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1997 betreffende de benoeming door verandering van graad in de graad van administrateur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 44. § 2 van artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de volgende bepaling : « De graden worden verdeeld in rangen waarvan het aantal voor elk niveau als volgt is vastgelegd :

1° in niveau 1 : zeven rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 10 tot 12, 15, 16, 16+ en 17;

2° in niveau 2+ : drie rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 25 tot 27;

3° in niveau 2 : drie rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 20 tot 22;

4° in niveau 3 : drie rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 30 tot 32;

In elk niveau worden de rangen genummerd volgens hun hiërarchische waarde, het grootste getal stemt overeen met de hoogste rang. Rang 16+ is hoger dan rang 16 ».

Art. 45. Het 1ste lid van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende tekst vervangen : « De ambtenaren-generaal, met uitzondering van de personeelsleden van de Franse Gemeenschap, die een ambt van deskundig adjunct-directeur-generaal uitoefenen, bedoeld in artikel 8, § 4, worden overeenkomstig de artikelen 13 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, tijdelijk door de Regering benoemd.

Art. 46. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst : « De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit personeelsleden die een betrekking van rang 17, 16+, 16 of 15 uitoefenen en uit personeelsleden van de Franse Gemeenschap die een ambt van deskundig adjunct-directeur-generaal bedoeld in artikel 8, § 4 uitoefenen ».

Art. 47. § 1. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°. § 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 1. De Administrateurs-generaal nemen, onder het gezag van de Secretaris-generaal, de leiding waar van de Algemene Directies en de Algemene diensten waaruit een Algemeen bestuur bestaat en zorgen voor de coördinatie ervan. »

2°. § 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 3. De adjunct-directeurs-generaal nemen de leiding van een Algemene dienst waar onder de leiding van de Secretaris-generaal, een Administrateur-generaal of een Directeur-generaal ».

3°. Een § 4 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De deskundige adjunct-directeurs-generaal staan een ambtenaar-generaal van een hogere rang bij in zijn ambt, zonder rechtstreeks verantwoordelijk te zijn voor een Algemene dienst. »

Art. 48. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1ste lid worden de woorden « ambtenaren-generaal houder van een graad ingedeeld in de rangen 17, 16 en 15 » vervangen door de woorden « ambtenaren-generaal tijdelijk benoemd voor een mandaat in de rangen 17, 16+, 16 en 15 ».

2°. Het 2de lid wordt geschrapt.

Art. 49. In artikel 30 van hetzelfde besluit, worden de woorden « bij artikel 1 § 4 van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes » vervangen door de woorden « bij artikel 1, § 4 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen ».

Art. 50. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het berekenen van de graad- en niveauanciënniteit komen alleen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar, zonder vrijwillige onderbreking en als titularis van een ambt met volledige prestaties heeft verricht als stagiair, ambtenaar of mandaathouder in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Voor het berekenen van de dienstanciënniteit komen in aanmerking de werkelijke diensten die de ambtenaar of de mandaathouder in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, in enigerlei hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking, heeft verricht als lid van het personeel van een ministerie en als titularis van een ambt met volledige prestaties.

De werkelijke diensten die de ambtenaar als stagiair en als rijksambtenaar of als ambtenaar van de Diensten van een Gemeenschaps- of Gewestregering en mandaathouder heeft verricht, zijn gelijkgesteld met de werkelijke diensten verricht als ambtenaar van de Diensten van de Regering. »

Art. 51. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. « Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in de graad die door de op hem toe te passen bepalingen in aanmerking wordt genomen, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge formele terugwerking van zijn benoeming in zulke graden, of vanaf welke hij werd aangesteld als mandaathouder krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. ».

§ 2. Voor de niveauanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in een graad van het betreffende niveau, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge formele terugwerking van zijn benoeming in zulk een graad, of vanaf welke hij als mandataris werd aangesteld krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. ».

Art. 52. In artikel 39 van hetzelfde besluit wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Dit artikel is niet van toepassing op de ambtenaren-generaal. ».

Art. 53. In de artikelen 55 tot 58 van hetzelfde besluit, worden de woorden « vijf jaar anciënniteit » vervangen door de volgende woorden : « vier jaar anciënniteit ».

Art. 54. Het opschrift van hoofdstuk III van titel X van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende opschrift : « Evaluatie van de ambtenaren-generaal die geen mandaat uitoefenen met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

Art. 55. In bijlage I van hetzelfde besluit betreffende de hiërarchische indeling van de graden, in de categorie « A. Ambtenaren-generaal », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « 16 : Administrateur-generaal » worden vervangen door de volgende woorden : « 16 + : Administrateur-generaal ».

2° Na de woorden « 15 : Adjunct-directeur-generaal » worden de volgende woorden ingevoegd : « 15 : Deskundig adjunct-directeur-generaal ».

Art. 56. De artikelen 9, 10, 17, 46 tot 48, 49, § 2 en 50 tot 53 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 57. In artikel 13 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt: « Het verloop van de geldelijke loopbaan van de mandaathouder aan wie de ongunstige vermelding wordt toegekend, wordt geregeld door de artikelen 41 en 42 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren. ».

Art. 58. De artikelen 31 en 31 bis van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 59. In bijlage I van hetzelfde besluit worden de woorden « Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 » vervangen door « Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 »

Art. 60. Artikel 4, 2e lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het « Commissariat général aux Relations internationales » wordt door de volgende tekst vervangen :

« In hetzelfde artikel moet paragraaf 2, 1^o, als volgt worden gelezen :

« In niveau 1 : vijf rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 10 tot 12, 15 en 16+ ».

Art. 61. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende tekst vervangen :

« Artikel 6 moet als volgt gelezen worden :

« Artikel 6 - De categorie van ambtenaren-generaal bestaat uit personeelsleden die een betrekking van rang 16+ of 15 uitoefenen » ».

Art. 62. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid van artikel 11 waarnaar verwezen wordt, door de volgende tekst vervangen :

« Artikel 11. Binnen het Commissariaat bestaat een Directiecomité bestaande uit ambtenaren met een graad van rang 16+, 15 of 12 ».

Art. 63. De artikelen 14 tot 16 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 64. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de woorden « 16. Commissaris-generaal » vervangen door de woorden : « 16+. Commissaris-generaal ».

Art. 65. In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de eerste vier vermeldingen « 1 16 » met betrekking tot de graden van commissaris-generaal en administrateur-generaal vervangen door de vermeldingen « 1 16+ ».

Art. 66. Artikel 4, 2e lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap) wordt door de volgende tekst vervangen :

In hetzelfde artikel dient paragraaf 2, 1^o te luiden als volgt :

« in niveau 1 : vijf rangen waarnaar verwezen wordt met de nummers 10 tot 12, 15 en 16+ ».

Art. 67. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 3, 1ste lid, dient te luiden als volgt :

« De ambtenaren-generaal van de rangen 15 en 16+ worden door de Regering tijdelijk benoemd overeenkomstig de artikelen 13 en volgende van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren » ».

Art. 68. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 6 dient te luiden als volgt :

« De categorie van de ambtenaren-generaal bestaat uit de personeelsleden die een mandaat uitoefenen in de rangen 16+ of 15 » ».

Art. 69. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« De artikelen 7 en 8 zijn niet van toepassing ».

Art. 70. In artikel 8 van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid van artikel 11, waarnaar wordt verwezen, vervangen door de volgende tekst :

« Artikel 11.- Binnen de Dienst is er een Directieraad die bestaat uit ambtenaren die bekleed zijn met de graden ingedeeld in de rangen 16+, 15 en 12 ».

Art. 71. De artikelen 16 tot 18 worden opgeheven.

Art. 72. In artikel 33 van hetzelfde besluit, worden de woorden « 16. Administrateur-generaal » vervangen door de woorden « 16+. Administrateur-generaal ».

Art. 73. In artikel 6, § 2 van het besluit van 3 september 2003 houdende organisatie van de vorming met het oog op het verkrijgen van het brevet voor overheidsmanagement worden de woorden : « de datum waarop ... Comité van Sector XVII ressorteren; » opgeheven.

Art. 74. De artikelen 7, § 1 en 14 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 75. In artikel 18, 2de lid en 3de lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap wordt het woord « te worden aangesteld » vervangen door de woorden « tijdelijk te worden benoemd ».

Art. 76. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1ste lid worden de woorden « bij de artikelen 6 tot 30 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 2003 » vervangen door de woorden « bij de artikelen 5 tot 42 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren »;

2° In het 3de lid van hetzelfde artikel worden de woorden « artikel 7 van hetzelfde besluit » vervangen door de woorden « artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren »;

Art. 77. Artikel 5, 1ste lid van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, wordt door de volgende tekst vervangen :

« Artikel 3 dient als volgt te worden gelezen :

Art. 3. De ambtenaren-generaal worden tijdelijk door de Regering benoemd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren ».

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 78. In afwijking van artikel 3 en artikel 21, § 1, worden de leden van de diensten bedoeld in artikel 2, 1°, van dit besluit die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een ambt van rang 15, 16, 16+ of 17 uitvoeren en bij hun laatste evaluatie geen vermelding « onder voorbehoud » of « ongunstig » hebben gekregen, mits hun akkoord, tijdelijk benoemd in het laatste ambt dat ze gedurende minstens twee jaar bekleed hebben en krijgen zij een opdrachtenblad.

De personeelsleden van de Franse Gemeenschap die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een vermelding « onder voorbehoud » of « ongunstig » gekregen hebben bij hun laatste evaluatie, worden onderworpen aan de bepalingen van artikel 80 van dit besluit.

Wat de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap betreft, moet, onder uitoefening van een ambt van rang 15 in de zin van het 1ste lid, uitsluitend verstaan worden de uitoefening van een ambt in een van de betrekkingen van rang 15 bedoeld in artikel 8, § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 79. De leden van de diensten bedoeld in artikel 78, 1ste lid, worden geëvalueerd binnen de termijn van 18 maanden volgende op de ontvangst van hun opdrachtenblad.

Deze evaluatie gebeurt volgens de nadere regels bepaald in de artikelen 31 en volgende van dit besluit.

Voor de toepassing van het evaluatiestelsel bedoeld in vorig lid wordt geen rekening gehouden met de verwijzing naar het operationeel plan.

De evaluatievermelding die toegekend wordt op het einde van de evaluatieprocedure wordt toegekend bij toepassing van artikel 42 van dit besluit.

Art. 80. Wanneer zij geen mandaat bekleden, worden de ambtenaren die vastbenoemd zijn in de rangen 15, 16, 16+ of 17 bij de inwerkingtreding van het besluit, met uitzondering van diegenen die een ambt van deskundig adjunct-directeur-generaal bekleden, zoals bedoeld in artikel 8, § 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, door de Regering geplaatst onder de leiding van een ambtenaar van gelijke of hogere rang, en worden met een opdracht belast die in verband staat met hun graad, ervaring en bekwaamheden.

Art. 81. De mandaathouders die bij hun benoeming sinds minder dan 5 jaar houder zijn van het management-brevet bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 2003 houdende organisatie van de vorming met het oog op het verkrijgen van het brevet voor overheidsmanagement, worden vrijgesteld van het volgen van de 20 vormingsuren bedoeld in artikel 30, gedurende een periode van 5 jaar.

Art. 82. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 83. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 december 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK